

ARRETE DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Grasse,

**Objet : Délégation de fonctions aux Adjointes et aux Conseillers Municipaux
Délégations à Monsieur Christophe MOREL, 3^e Adjoint**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-22 et L.2122-23,

VU l'installation du Conseil Municipal en date du 21 mars 2026,

VU le procès-verbal d'élection du Maire et de ses Adjointes en date du 21 mars 2026,

VU la délibération n°2026- du Conseil Municipal en date du 21 mars 2026 portant élection des Adjointes au Maire

Considérant que dans le souci d'une bonne administration locale, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par des Adjointes au Maire et des Conseillers Municipaux délégués,

Considérant qu'en vertu de la délibération n°2026- en date du 21 mars 2026, **Monsieur Christophe MOREL** a été élu 3^e Adjoint au Maire,

ARRÊTE

Article 1 :

Sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation de fonction et de signature est donnée à **Monsieur Christophe MOREL, 3^e Adjoint** pour :

- La planification et de l'aménagement durable du territoire, de la prospective urbaine, de l'urbanisme, de l'application du droit des sols, du foncier, de la mobilité et des déplacements en lien avec la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
- En matière d'aménagement des documents réglementaires d'urbanisme : plan local d'urbanisme, plan de sauvegarde et de mise en valeur du centre ancien.
- L'urbanisme : application du droit des sols, délivrance, des autorisations en matière de droit des sols notamment permis de construire, permis d'aménager, déclaration préalable y compris clôtures, permis de démolir, notes de renseignements d'urbanisme, certificats d'urbanisme ainsi que des contentieux liés à l'urbanisme et les procédures d'infractions.
- La planification Urbaine, renouvellement urbain et Patrimoine bâti.
 - Les transports, la mobilité et des déplacements,

- L'évolution du Règlement local de publicité

Article 2 :

Cette délégation de fonction comporte délégation de signature pour tous courriers et pièces administratives, actes réglementaires, actes individuels ou contractuels, relatifs à la compétence déléguée.

Article 3 :

Conformément aux articles L 2122-18 et L 2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales **Monsieur Christophe MOREL** a la qualité d'Officier d'Etat Civil.

Article 4 :

La signature de l'élu sera précédée de la formule indicative suivante :

« **Par délégation du Maire,**

Monsieur Christophe MOREL

L'adjoint délégué à »

Article 5 :

Le Maire peut continuer à intervenir dans les domaines qu'il a délégués.

Article 6 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication et de sa notification à l'intéressé. Il sera transmis au Préfet des Alpes-Maritimes et collecté dans le Registre des arrêtés municipaux.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services ainsi que Monsieur le Trésorier Principal de Grasse Municipale et Banlieue sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nice dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à Grasse, le **03 AVR. 2026**


Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.